Septembre 2012

F

COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-neuvième session

Rome (Italie), 15-20 octobre 2012

PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL ET CLASSEMENT PAR ORDRE DE PRIORITÉ DES ACTIVITÉS DU CSA

Le Comité:

1) adopte le Programme de travail pluriannuel 2012-2013, reconnaissant que le Cadre axé sur les résultats est encore en cours d'élaboration et qu'il sera amélioré grâce aux activités de suivi du CSA;
2) adopte les principes relatifs à la sélection et au classement par ordre de priorité des nouveaux cycles d'activités et à leur intégration dans le Programme de travail pluriannuel;
3) approuve les priorités et les principaux cycles d'activités pour 2012-2013 et propose qu'aucun nouveau cycle d'activités important ne soit entrepris avant la quarantième session du Comité (octobre 2013) sauf s'il répond à des circonstances particulières (par exemple une crise) et est approuvé à l'unanimité par les membres du Bureau.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. À sa trente-septième session, le Comité a approuvé un projet de cadre axé sur les résultats, comprenant un objectif général et trois résultats[1], conformément à ses recommandations antérieures[2] et aux rôles qui lui ont été attribués dans le document sur la réforme du CSA[3]. En outre, le Comité a « demandé au Bureau du CSA de travailler avec le Secrétariat à une intégration plus poussée du Programme de travail et budget 2012-2013 et du cadre axé sur les résultats, en vue d'élaborer un programme de travail et budget pluriannuel plus détaillé et assorti de priorités, pour présentation au CSA à sa trente-huitième session, en 2012 ».

[1] Un cadre axé sur les résultats pour le CSA (document CFS:2011/10).
[2] Rapport final de la trente-sixième session du CSA.
[3] Réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale CFS:2009/2 Rev.2.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

2. Sur la base de ces travaux préliminaires et de l'exercice d'établissement des priorités conduit par un groupe de travail à composition non limitée du Bureau, nous proposons ici un projet de programme de travail pluriannuel, avec des activités et des priorités convenues pour l'exercice biennal[4]. Élaboré en étroite collaboration avec des experts de la FAO, du FIDA et du PAM, ce projet de cadre s'inspire des programmes de travail des trois organisations ayant leur siège à Rome et de cadres similaires d'autres organisations et initiatives internationales, tout en tenant compte du modèle et des particularités du CSA. Il a pour objet de présenter, en les reliant clairement, l'objectif général, les résultats, les produits et les cycles d'activités du CSA. Il présente aussi le budget correspondant et identifie les parties prenantes et les risques principaux. En outre, le programme de travail pluriannuel propose une base pour harmoniser les priorités du CSA avec son cadre de programmation général ainsi que des outils pour mesurer l'avancement et l'impact de ses travaux.

3. Le programme de travail pluriannuel permettra de mieux rendre compte aux organes directeurs des trois institutions ayant leur siège à Rome: il aidera la FAO, le FIDA et le PAM à s'assurer que leur travail et celui du CSA sont harmonisés et conformes à leurs objectifs respectifs. Il devrait contribuer à renforcer la collaboration entre les trois institutions.

4. Ce programme de travail pluriannuel, établi pour une période de deux ans, est un document en évolution constante: des ajustements et/ou des révisions, peuvent être incorporés après la session plénière annuelle du CSA, pour tenir compte des décisions du Comité.

II. OBJECTIF GÉNÉRAL, RÉSULTATS ET CYCLES D'ACTIVITÉS DU CSA

Objectif général du CSA: Contribuer à réduire la faim et la malnutrition et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, au bénéfice de tous les êtres humains

5. En tant qu'élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, en constante évolution, le CSA constitue la plateforme intergouvernementale et internationale la plus ouverte à un large éventail d'acteurs engagés, déterminés à coordonner leur action pour éliminer la faim et garantir à tous les êtres humains la sécurité alimentaire et la nutrition.

6. Le CSA est assisté d'un Groupe d'experts de haut niveau, ce qui lui permet de recourir régulièrement à une expertise structurée en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et ainsi, de mieux s'informer et de contribuer à créer des synergies entre les connaissances d'universitaires/scientifiques de renommée mondiale, l'expérience de terrain, les connaissances des acteurs sociaux et les applications pratiques dans différents cadres. Le Groupe utilisera les recherches et analyses disponibles, en fera la synthèse et enrichira les travaux déjà effectués par de nombreuses institutions, organisations et instituts universitaires, notamment. Étant donné la complexité multidisciplinaire de la sécurité alimentaire, l'effort vise à améliorer la communication et la mise en commun d'informations entre les différentes parties prenantes. Les produits du Groupe d'experts de haut niveau seront axés sur une meilleure connaissance des situations actuelles d'insécurité alimentaire et orientés vers les problèmes d'apparition récente.

7. Pour parvenir à cet objectif général, le CSA devrait atteindre trois résultats interdépendants: coordination à l'échelle mondiale, convergence des politiques et renforcement des actions nationales et régionales en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Des indicateurs spécifiques permettraient de rendre compte chaque année des progrès réalisés.

[4] En prenant pour guide le document PC 108/INF/3 du Comité du Programme; Annexes, – y compris la matrice d'établissement des priorités.

Résultat A: Amélioration de la coordination mondiale pour les questions de sécurité alimentaire et de nutrition

8. Le rôle de coordination internationale du CSA consiste à offrir une plateforme pragmatique et sans exclusive pour le débat et la coordination, afin de renforcer la collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales et régionales, les organisations de la société civile, les organisations du secteur privé et les autres parties prenantes concernées, en fonction du contexte et des besoins spécifiques de chaque pays.

9. Le CSA s'acquitte de cette fonction essentiellement à travers les débats des séances plénières (notamment l'examen des cadres et initiatives de sécurité alimentaire et de nutrition) et les activités menées entre les sessions à l'appui des travaux du Comité. Sont ici considérées non seulement la coordination au sein du CSA, mais également la manière dont le CSA travaille avec d'autres instances et initiatives mondiales et régionales importantes. La coordination peut également avoir pour objet de favoriser une utilisation plus efficiente des ressources et aider à déterminer là où elles sont insuffisantes.

Résultat B: Amélioration de la convergence des politiques sur des questions clés de sécurité alimentaire et de nutrition

10. Pour s'acquitter de son rôle en matière de convergence des politiques, le CSA formule des recommandations, élabore des stratégies et des directives internationales et d'autres cadres stratégiques en se fondant sur les meilleures pratiques, les enseignements tirés de l'expérience, des contributions nationales et régionales, des avis d'experts, ainsi que les opinions de différentes parties prenantes. Il s'agira notamment de renforcer l'intégration et la cohérence à l'échelle horizontale (entre pays, organisations, parties prenantes, etc.) et verticale (de l'échelle locale à l'échelle mondiale et inversement).

11. Le Groupe d'experts de haut niveau apporte un appui essentiel en communiquant des informations fiables et en mettant à disposition son expertise pour faciliter le débat sur les politiques.

12. L'élaboration d'une stratégie de communication du CSA, visant à sensibiliser les décideurs aux recommandations du CSA, de même que la participation de son Président aux principales instances de discussion, faciliteront également l'atteinte de ce résultat.

Résultat C: Renforcement des actions nationales et régionales en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition

13. Il est essentiel que le travail du CSA soit fondé sur la réalité du terrain. Il sera crucial pour le CSA de préserver et d'entretenir des liens avec tous les acteurs concernés aux niveaux régional, sous-régional et local, afin d'assurer entre les sessions des échanges permanents et réciproques d'informations, de pratiques optimales, et d'enseignements tirés de l'expérience, entre toutes les parties prenantes.

14. Pour faciliter les plans nationaux et régionaux en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition (politiques, programmes et autres mesures), le rôle du CSA consiste notamment à fournir une aide et des conseils pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de plans visant à éradiquer la faim et à réaliser les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition. Il se fonde sur les principes de participation, de transparence et de responsabilité. Les progrès réalisés seront également fonction des réponses apportées par le CSA aux pays et régions, et de l'adoption, par suite de l'action du CSA, d'avis, d'outils, de méthodes et de cadres favorisant une meilleure coordination des interventions.

III. CYCLES D'ACTIVITÉS (CONVENUS PAR LE CSA EN SÉANCE PLÉNIÈRE)[5]

15. **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale**

Les Directives volontaires ont vocation à devenir un document de référence et à fournir des indications qui permettent d'améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le but ultime de garantir la sécurité alimentaire pour tous et de promouvoir la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Les Directives ont été adoptées par le CSA, à sa session extraordinaire du 11 mai 2012.

16. **Principes pour des investissements agricoles responsables**

L'objectif global est de fournir des orientations en matière de politiques à l'ensemble des gouvernements, des organisations internationales, des investisseurs et des autres parties prenantes, et d'établir une compréhension commune afin que les investissements dans l'agriculture aient un impact positif (ou tout au moins neutre) sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Afin d'assurer la cohérence et la complémentarité avec les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, un processus en deux étapes s'enclenche dès leur approbation; la première étape consiste à mettre au point un cadre de référence décrivant la portée, l'objectif, les bénéficiaires visés et la structure de ces principes, ainsi que la forme à donner aux consultations, en tenant compte des cadres existants.

17. **Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition**

Le Cadre stratégique mondial vise à fournir un instrument dynamique qui permette d'améliorer la coordination et de synchroniser les actions menées par un large éventail de parties prenantes à l'appui des mesures prises par les pays, ou déployées à l'échelle régionale ou mondiale, pour prévenir d'éventuelles crises alimentaires, éliminer la faim et concrétiser la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous les êtres humains. La première version du Cadre stratégique mondial a pour objet de renforcer les décisions et recommandations du CSA déjà approuvées, de refléter les dénominateurs communs dans certains domaines non encore examinés par le CSA en se servant des cadres existants, et de mettre en relief les points et les lacunes en matière de convergence des politiques qui pourraient être insérés dans les versions futures. Le Cadre stratégique mondial sera suffisamment souple pour pouvoir être ajusté en fonction des changements de priorité.

18. **Débats de politique générale fondés sur les études du Groupe d'experts de haut niveau et rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations passées**

L'objectif global est de promouvoir la convergence des politiques en organisant, au sein du CSA, des débats entre les diverses parties prenantes, sur des questions cruciales. Ces débats se fonderont généralement sur une étude du Groupe d'experts de haut niveau. Un système sera mis en place pour suivre et contrôler l'application des recommandations du CSA relatives à la convergence des politiques. Les thèmes suivants ont été ou seront abordés par le CSA:

- Instabilité des prix des denrées alimentaires - 2011
- Investissements agricoles favorables aux petits exploitants - 2011
- Parité, sécurité alimentaire et nutrition - 2011
- Changement climatique et sécurité alimentaire - 2012
- Protection sociale et sécurité alimentaire - 2012
- Obstacles à l'investissement agricole des petits exploitants - 2013
- Les biocarburants et la sécurité alimentaire – 2013

[5] Voir l'annexe 1: Note d'orientation sur la sélection et la hiérarchisation des cycles d'activité du CSA.

19. **Remédier à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition durant les périodes de crise prolongée: Forum d'experts de haut niveau et Programme d'action**

Le Forum d'experts de haut niveau a pour objectif général d'offrir un cadre ouvert de consultation et de dialogue afin de dégager une notion commune des déterminants de la résilience et d'apporter une solution appropriée aux problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans les pays en situation de crise prolongée. Il renforcera les efforts de collaboration de toutes les parties prenantes et identifiera des réponses appropriées. « Programme d'action pour la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée » pourrait être le titre d'un résultat provisoire.

20. **Document relatif aux options terminologiques concernant la sécurité alimentaire et la nutrition**

L'objectif est d'améliorer la compréhension et la coordination entre les parties prenantes et de proposer une terminologie normalisée et concertée. Un document présentant diverses options sera ainsi établi sur le sens et, éventuellement, les différents usages des expressions « sécurité alimentaire », « sécurité alimentaire et nutrition », « sécurité alimentaire et nutritionnelle » et « sécurité nutritionnelle ».

21. **Cartographie des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, au niveau des pays**

Cette activité a pour finalité d'aider les institutions nationales et régionales dans cet effort, de manière à faire mieux correspondre les actions conduites avec les ressources disponibles et à améliorer leur coordination. Le processus de « cartographie » consiste à définir les actions (politiques, programmes, stratégies, plans et projets) menées pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition, et à les relier graphiquement aux ressources de l'État et des donateurs, aux organismes chargés de leur mise en œuvre et aux groupes de population bénéficiaires. Des stratégies, des méthodes et des outils de cartographie sont nécessaires pour pouvoir prendre des décisions éclairées afin de concevoir et d'exécuter plus efficacement les actions et affecter au mieux les ressources destinées à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition.

22. **Communication**

Il s'agit de mieux sensibiliser au CSA et à ses produits: directives, cadres, outils, etc. L'objectif sera atteint grâce à la mise en œuvre de la stratégie de communication qui doit être mieux définie, à des présentations faites par les représentants du CSA dans le cadre de différentes instances internationales, régionales et nationales et à la diffusion de produits du CSA, par des membres et des participants à ses sessions.

IV. PRINCIPALES PARTIES PRENANTES ET PUBLIC VISÉ

23. Les principales parties prenantes comprennent l'ensemble des membres et des participants du CSA, tels que définis dans le document sur la réforme du Comité, à savoir:

- États membres.
- Représentants d'institutions et organes du système des Nations Unies ayant un mandat précis dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition tels que la FAO, le FIDA, le PAM, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (en tant que mécanisme de coordination du Secrétaire général de l'ONU) et représentants d'autres organisations compétentes du système des Nations Unies dont les travaux sont liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au droit à l'alimentation, dont: le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'OMS, l'UNICEF, le PNUD et le Comité permanent de la nutrition.
- Organisations de la société civile et organisations non gouvernementales, ainsi que leurs réseaux, dont les activités concernent de près les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, et en particulier les organisations représentant les petits agriculteurs, les artisans pêcheurs, les éleveurs/pasteurs, les paysans sans terre, les citadins pauvres, les travailleurs du

secteur agroalimentaire et agricole, les femmes, les jeunes, les consommateurs, les populations autochtones, les ONG dont les mandats et les activités sont concentrés dans les domaines de compétence du Comité.

- Systèmes internationaux de recherche en agriculture, s'appuyant notamment sur les représentants du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et d'autres organismes.
- Institutions financières internationales et régionales, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Représentants d'associations et de fondations philanthropiques du secteur privé opérant dans les domaines de compétence du Comité.

24. Le public visé comprend:

- Des décideurs capables de prendre en compte la méthodologie, les outils et les cadres du CSA pour élaborer des lois, des stratégies, des plans ou des programmes nationaux ou régionaux dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Des partenaires locaux (organisations de la société civile, secteur privé, investisseurs, donateurs, organisations internationales et régionales...) et les organisations ou initiatives internationales et régionales, ainsi que les autorités locales qui collaborent avec le CSA et qui peuvent aussi utiliser la méthodologie, les outils et les cadres élaborés au sein du Comité.
- Enfin, les populations qui souffrent de la faim, de l'insécurité alimentaire et de malnutrition.

V. CADRE AXÉ SUR LES RÉSULTATS[6]

NB: Le présent chapitre est appelé à évoluer et ne doit pas être considéré comme définitif. Le tableau ci-après est une simple proposition qui devra être discutée et affinée par le Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi, après la trente-neuvième session du CSA.

Objectif global				
Contribuer à réduire la faim et la malnutrition et assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous les êtres humains				
Résultats	Indicateurs (questions)	Hypothèses et risques	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
A. Amélioration de la coordination mondiale sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition	Les membres et participants du CSA sont-ils satisfaits de ce rôle de coordination? Toutes les autres catégories de parties prenantes sont-elles également satisfaites? Le CSA collabore-t-il avec d'autres initiatives internationales et régionales clés (par exemple ECOSOC, G20, G8, Rio+20, Assemblée générale des Nations Unies, processus OMD/OSD, CCNUCC, UA, CAADP et autres partenariats régionaux)?	1. Les questions de sécurité alimentaire et de nutrition continuent d'occuper une place de premier plan dans l'actualité politique internationale. Indicateur de risque: Les rapports finals des grandes réunions et conférences internationales (ECOSOC, G20, G8, Rio+20, Assemblée générale des Nations Unies, processus OMD/OSD, CCNUCC, UA, CAADP et autres partenariats régionaux) ne mentionnent pas les questions de sécurité alimentaires et de nutrition ou ne les jugent pas prioritaires.	Groupe d'évaluation indépendant et parties prenantes du CSA	Tous les deux exercices biennaux Rapport d'évaluation soumis à la session du CSA clôturant la période de 4 ans

[6] **Définitions**:
- **Activités du CSA**: activités concrètes entreprises par le CSA pour chaque cycle d'activités.
- **Produits**: réalisations directes/spécifiques obtenues par le biais des activités.
- **Résultats intermédiaires**: effets de l'utilisation des produits à court terme qui doivent se concrétiser pour que les résultats attendus soient pleinement réalisés.
- **Résultats**: les changements et bénéfices découlant des résultats intermédiaires dans une perspective de plus long terme.
- **Objectif global**: l'impact de niveau supérieur qui est recherché et que l'intervention contribuera à atteindre.

	Quel est le nombre d'événements de haut niveau (y compris les événements parallèles en marge des conférences internationales ou régionales) organisés par le CSA chaque année? Le modèle CSA d'examen des questions de sécurité alimentaire et de nutrition (approche transversale et associant de multiples parties prenantes) est-il repris dans d'autres forums, en particulier à l'échelle nationale?	Stratégie d'atténuation: communication et plaidoyer fondés sur des faits; démonstration des liens avec d'autres domaines clés. 2. Les membres et participants du CSA restent attachés au partage des expériences et de l'expertise et à la coordination de leurs interventions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du CSA. Indicateur de risque: Manque de participation aux réunions du CSA et aux sessions de négociation / Manque de représentation de certaines catégories de parties prenantes. Stratégie d'atténuation: Toutes les catégories de parties prenantes au CSA doivent avoir la possibilité de faire entendre leurs idées, et toutes les propositions sont bienvenues; les préoccupations et sensibilités sont adéquatement prises en compte. 3. Le CSA jouit d'une bonne réputation, il est reconnu à l'échelle internationale comme le principal organisme à même de traiter les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. La communauté internationale maintient son engagement de fournir des ressources en fonction des besoins identifiés et des activités inscrites dans le programme de travail du CSA. Indicateur de risque: Baisse d'intérêt pour le modèle et les activités du CSA au sein de la communauté internationale et de la part des donateurs / Manque de visibilité et de légitimité du CSA / Des questions clés liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont traitées par		

		d'autres acteurs/instances, sans collaboration, consultation ou information du CSA / Les activités prévues par le CSA ne peuvent être réalisées en raison de l'absence de financements. Stratégie d'atténuation: Travail systématique en réseau, communication, mobilisation de fonds et activités de plaidoyer en direction de la communauté des donateurs.		
B. Amélioration de la convergence des politiques sur des questions clés de sécurité alimentaire et de nutrition	Les réalisations et recommandations du CSA sont-elle l'objet d'une communication et d'activités de plaidoyer efficaces? Les membres et participants du CSA ont-ils incorporé les recommandations de politique générale du CSA dans leurs stratégies et leurs interventions? Ont-ils pris en compte le Cadre stratégique mondial? Les recommandations de politique générale du CSA ont-elles été intégrées dans les politiques, stratégies et programmes pour la sécurité alimentaire et la nutrition mis en œuvre à l'échelle nationale et régionale?	1. Les réalisations et les succès du CSA sont l'objet d'une communication efficace en direction d'une large audience. Indicateur de risque: Des parties prenantes clés dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition n'ont pas connaissance des réalisations et des succès du CSA. Stratégie d'atténuation: Travail systématique en réseau, communication et activités de plaidoyer pour faire connaître les réalisations et les succès du CSA auprès d'une large audience. 2. Les sujets abordés dans les rapports du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition et lors des discussions de politique générale qui s'ensuivent sont conformes aux priorités de l'action internationale et traités en temps voulu et de manière exhaustive. Indicateur de risque: Absence de participation de haut niveau aux consultations du Groupe d'experts et aux tables rondes au cours desquelles ses rapports sont présentés.	Groupe d'évaluation indépendant et parties prenantes du CSA	Tous les deux exercices biennaux Rapport d'évaluation soumis à la session du CSA clôturant la période de 4 ans

		Stratégie d'atténuation: S'assurer que les thèmes retenus pour les rapports du Groupe d'experts de haut niveau ont été reconnus comme des questions prioritaires clés dans d'autres forums internationaux et qu'ils résultent d'un consensus parmi toutes les parties prenantes du CSA. 3. Les parties prenantes du CSA sont déterminées à prendre en compte les recommandations du CSA et à appliquer sa méthodologie, ses outils et ses cadres. Indicateur de risque: Essoufflement après l'adoption/approbation des recommandations et outils du CSA / Manque d'organisation pour leur mise en œuvre et les activités de suivi, ou mise en œuvre reportée. Stratégie d'atténuation: La mise en œuvre des recommandations du CSA est présentée au CSA.		
C. Consolidation des actions nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition	Le concours du CSA est-il souvent recherché par les pays et les régions pour appuyer la conception et l'exécution de leurs plans, programmes et stratégies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition? Les membres et participants du CSA ont-ils consolidé leurs actions sur le terrain (y compris au niveau du suivi et de l'évaluation) et augmenté les ressources qu'ils leur consacrent, grâce aux activités du CSA?	1. Les pays et les régions maintiennent leur engagement de s'attaquer aux questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Indicateur de risque: Manque d'intérêt pour la méthodologie et les outils du CSA (absence de demandes d'appui adressées au CSA ou aux organisations internationales pertinentes) / Les pays ne sont pas disposés à fournir des ressources et à s'approprier les actions de suivi. Stratégie d'atténuation: S'assurer très tôt de l'implication et du soutien des gouvernements aux recommandations et outils du CSA, et faire la démonstration claire de leurs avantages (éventuellement par une première expérimentation dans des pays pilotes) /	Groupe d'évaluation indépendant et parties prenantes du CSA	Tous les deux exercices biennaux Rapport d'évaluation soumis à la session du CSA clôturant la période de 4 ans

	Les parties prenantes nationales et régionales sont-elles satisfaites de l'utilisation et de l'impact de la méthodologie, des outils et des cadres du CSA?	Cofournir des ressources financières, humaines et matérielles adéquates. 2. Les pays et les régions suivent les actions résultant de l'application des recommandations, outils et cadres du CSA et en partagent les résultats, directement ou indirectement, avec le CSA. Indicateur de risque: Absence de rapport sur l'application des recommandations, outils et cadres du CSA à l'échelle nationale et régionale. Stratégie d'atténuation: Encourager l'utilisation des cadres de suivi existants / Inclure dans toutes les recommandations, outils et cadres du CSA des éléments d'orientation pour le suivi. 3. Des ressources sont mises à disposition pour appliquer les recommandations du CSA dans les pays et les régions de manière coordonnée. Indicateur de risque: Les parties prenantes nationales et régionales ont des capacités et des moyens de financement limités pour appliquer les recommandations, outils et cadres du CSA / Manque de coordination dans la mise en œuvre des recommandations du CSA à l'échelle nationale - ou régionale. Stratégie d'atténuation: Renforcement de la coordination entre les donateurs en matière d'appui aux pays et régions, mise en commun des ressources le cas échéant / Intensification du dialogue de haut niveau avec les gouvernements et parties prenantes concernées / Réunions périodiques avec les partenaires pour faire le point sur les progrès accomplis et l'évolution de la situation.		

1. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale				→ Contribution aux résultats A, B et C	
Résultat intermédiaire	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
1.1 Les Directives sont incorporées par les pays dans leurs cadres nationaux et prises en compte dans l'exécution d'activités s'y rapportant par toutes les parties prenantes.	Nombre de gouvernements ayant incorporé les Directives dans leur cadre national. Cible:	National	Rapport du Comité directeur sur la mise en œuvre des Directives	Comité directeur de la mise en œuvre des Directives	Une fois par an Rapport à chaque session plénière du CSA
Produit	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
1.1.1 Les Directives sont élaborées et approuvées.	Les Directives sont approuvées par le CSA. Cible: Les Directives sont négociées avec succès et approuvées par le CSA en 2012	Mondial	Rapport sur la décision du CSA d'approuver les Directives	Groupe de travail à composition non limitée sur les Directives (Président: États-Unis)	Une fois Rapport à la session plénière (extraordinaire) du CSA du 11 mai 2012
Activités					
1.1.1.1 Élaboration des Directives (par voie de consultations)					
1.1.1.2 Négociation et approbation des Directives					

2. Principes pour des investissements agricoles responsables (à confirmer)				→ Contribution aux résultats A, B et C	
Résultat intermédiaire	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
2.1 Les investissements agricoles sont réalisés en accord avec les principes du CSA en matière d'investissement agricole responsable.	Proportion d'investissements agricoles qui respectent les principes d'investissement agricole responsable du CSA. Cible:	National	À déterminer	À déterminer	À déterminer
Produit	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
2.1.1 Les processus de consultation et de négociation des principes pour des investissements agricoles responsables ont été couronnés de succès.	Nombre de participants, par catégorie, impliqués dans le processus de consultation. Cible: Les principes pour des investissements agricoles responsables sont approuvés par le CSA Cible: principes pour des investissements agricoles responsables approuvés d'ici (date à déterminer)	Mondial	Rapports des réunions de consultation et enregistrements des consultations en ligne. Rapport sur la décision du CSA d'approuver les principes pour les investissements agricoles responsables	Groupe de travail à composition non limitée du CSA sur les investissements agricoles responsables (Président: Suisse)	Une fois Rapport soumis à la session plénière du CSA suivant l'approbation des principes

Activités					
2.1.1.1 Accord sur le mandat du processus sur les principes pour des investissements agricoles responsables					
2.1.1.2 Consultations sur les principes pour des investissements agricoles responsables					
2.1.1.3 Négociation et approbation des principes pour des investissements agricoles responsables					
3. Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition				→ Contribution aux résultats A, B et C	
Résultat intermédiaire	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
3.1 Le Cadre stratégique mondial est utilisé par les parties prenantes (en particulier les membres et participants du CSA).	Proportion de parties prenantes qui l'utilisent pour concevoir des actions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Cible:	Mondial, régional et national	Enquête par questionnaire	Secrétariat du CSA	Une fois par an Rapport au CSA, à chaque session plénière
Produit	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
3.1.1 Le Cadre stratégique mondial est élaboré et adopté.	Le Cadre stratégique mondial est adopté par le CSA. Cible: Adoption du Cadre stratégique mondial par le CSA à sa trente-neuvième session (octobre 2012).	Mondial	Rapport sur la décision du CSA d'approuver le Cadre stratégique mondial	Groupe de travail à composition non limitée du CSA sur le Cadre stratégique mondial	Une fois Rapport au CSA, à sa trente-neuvième session plénière

Activités					
3.1.1.1 Élaboration du Cadre stratégique mondial (par une équipe spéciale et par voie de consultations)					
3.1.1.2 Négociation et approbation du Cadre stratégique mondial					
4. Débats de politique générale sur la base des études et rapports du Groupe d'experts de haut niveau sur la mise en œuvre des recommandations antérieures				→ Contribution au résultat B	
Résultat intermédiaire	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
4.1 Les recommandations de politique générale du CSA sont prises en compte par les parties prenantes dans la formulation des politiques et stratégies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.	Proportion de recommandations de politique générale du CSA prises en compte dans les politiques et stratégies nationales liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition Cible:	Mondial, régional et national	Politiques et stratégies	Secrétariat du CSA et autres parties prenantes du CSA	Une fois par an, avant chaque session plénière Rapport à chaque session plénière
Produits	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
4.1.1 Les rapports du Groupe d'experts de haut niveau sont pertinents, ils répondent à la demande du CSA et les sujets sont traités de manière exhaustive.	Proportion de parties prenantes du CSA se déclarant satisfaites des rapports du Groupe d'experts de haut niveau (en termes de qualité et de délais) Cible:	Mondial	Rapports du Groupe d'experts de haut niveau Enquête par questionnaire	SC Groupe d'experts de haut niveau et Secrétariat du CSA	Une fois par an, à la réunion de présentation des rapports du Groupe d'experts de haut niveau Rapport à chaque session plénière

4.1.2 Des recommandations concrètes sont adoptées à l'issue des débats de politique générale du CSA.	Proportion de parties prenantes du CSA se déclarant satisfaites des délibérations et conclusions du CSA. Cible:	Mondial	Enquête par questionnaire + rapports du CSA et tables rondes de politique générale	Secrétariat du CSA	Une fois par an, à la réunion de présentation des rapports du Groupe d'experts de haut niveau Rapport à chaque session plénière
5. L'insécurité alimentaire et la malnutrition dans des situations de crise prolongée: Forum d'experts de haut niveau et programme d'action				→ Contribution aux résultats A, B et C	
Résultats intermédiaires	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
5.1. Le problème de l'insécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée est mieux compris.	Proportion de participants au Forum d'experts de haut niveau se déclarant satisfaits Cible:	Mondial	Enquête par questionnaire	Secrétariat du CSA	Une fois, à la fin du Groupe d'experts de haut niveau Rapport au CSA, à sa trente-neuvième session
5.2 Un « programme d'action » est mis en œuvre par les parties prenantes dans des pays en situation de crise prolongée.	Nombre de pays dans lesquels le programme d'action est mis en œuvre. Cible:	Mondial, régional et national	...	...	...

Produits	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
5.1.1 Un Forum d'experts de haut niveau est organisé pour mieux comprendre l'insécurité alimentaire dans des pays en situation de crise prolongée.	Un Forum d'experts de haut niveau est organisé pour mieux comprendre l'insécurité alimentaire dans des pays en situation de crise prolongée, avec une très large participation incluant d'éminents experts de différentes disciplines et régions. Cible: Forum d'experts de haut niveau en septembre 2012	Mondial	Rapport du Forum d'experts de haut niveau	Comité directeur du Forum d'experts de haut niveau/ Secrétariat du CSA	Une fois, lors du Forum d'experts de haut niveau Rapport au CSA, à sa trente-neuvième session
5.2.1 Un « programme d'action » est élaboré et approuvé.	Validation des éléments d'un « programme d'action » et des modalités de préparation. Cible: Consensus sur ces éléments	Mondial	Rapport de la trente-neuvième session du CSA	Secrétariat du CSA et autres parties prenantes du CSA	Une fois Rapport au CSA, à sa quarantième session
Activités					
5.1.1.1 Préparation et organisation du Forum d'experts de haut niveau					
5.1.1.2 Présentation de son rapport au CSA à sa trente-neuvième session, et décision sur le processus à suivre pour élaborer un programme d'action					
5.2.1.1 Élaboration d'un programme d'action					
5.2.1.2 Adoption d'un programme d'action par le CSA					

6. Sécurité alimentaire et nutrition: document sur les options terminologiques				→ Contribution au résultat A	
Résultat intermédiaire	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
6.1 La terminologie standard convenue est largement acceptée et utilisée dans les organisations, initiatives et instances internationales et régionales.	Proportion de déclarations et documents de forums internationaux et régionaux clés utilisant la terminologie convenue. Cible:	Mondial et régional	Déclarations internationales et documents des Nations Unies	Secrétariat du CSA	Une fois par an Rapport à chaque session plénière
Produits	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
6.1.1 La compréhension globale des termes « Sécurité alimentaire », « Sécurité nutritionnelle », « Sécurité alimentaire et nutrition » et « Sécurité alimentaire et nutritionnelle » par les parties prenantes du CSA est améliorée.	Proportion de parties prenantes du CSA ayant la même compréhension des termes à l'issue du débat. Cible:	Mondial	Enquête par questionnaire	Secrétariat du CSA et Équipe spéciale sur la terminologie	Une fois, après la trente-neuvième session du CSA Rapport au CSA, à sa quarantième session
6.1.2 La terminologie choisie est harmonisée dans tous les documents du CSA et des Nations Unies.	Proportion de documents du CSA et des Nations Unies dans lesquels la terminologie est harmonisée. Cible:	Mondial	Documents du CSA		Une fois Rapport au CSA, à sa quarantième session

Activités
6.1.1.1 Préparation d'un document sur les options terminologiques
6.1.1.2 Présentation et discussion du document sur les options terminologiques
6.1.1.3 Accord sur l'une des options présentées dans le document sur la terminologie
6.1.2.1 Harmonisation de la terminologie dans tous les documents CSA/Nations Unies

7. Cartographie des activités liées à la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau des pays				→ Contribution aux résultats A et C	
Résultat intermédiaires	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
7.1 Les capacités de cartographie des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition des pays et des organisations régionales sont renforcées.	Proportion de pays et d'organisations régionales ayant exprimé leur intérêt pour une cartographie des activités liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition qui sont effectivement engagés dans cette activité. Cible:	Régional, national	Enquête par questionnaire	Équipe spéciale sur la cartographie	Une fois par an Rapport au CSA à chaque session plénière
7.2 La coordination transversale et multiniveaux des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays soutenus est renforcée.	Proportion d'utilisateurs impliqués dans la coordination des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui se déclarent satisfaits. Cible:	National	Enquête par questionnaire	Équipe spéciale sur la cartographie	Une fois par an Rapport au CSA à chaque session plénière

Produit	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
7.1.1/2 Une plateforme de cartographie des activités et de partage des informations sur les actions visant la sécurité alimentaire et la nutrition, accessible et répondant aux besoins des utilisateurs, est développée.	Proportion d'utilisateurs qui jugent la plateforme accessible et adaptée à leurs besoins. Cible:	Mondial, régional et national	Enquête par questionnaire	Équipe spéciale sur la cartographie	Une fois par an Rapport au CSA à chaque session plénière
Activités					
7.1.1/2.1 Développement de la plateforme web					
7.1.1/2.2 Expérimentation de la plateforme dans des pays pilotes					
8. Communication				→ Contribution au résultat B	
Résultat intermédiaires	Indicateurs	Niveau(x) du suivi	Moyens de vérification	Chef de file et partenaires	Fréquence des évaluations et rapports
8.1 Le modèle du CSA est promu.	Nombre de forums internationaux, régionaux ou nationaux où le CSA est présent et promu. Cible:	Mondial, régional et national	Nombre de réunions au cours desquelles le modèle CSA est présenté.	Président et Secrétariat du CSA	Une fois par an Rapport au CSA à chaque session plénière
8.2 Le plaidoyer en faveur des instruments du CSA (outils, recommandations, directives et cadres) est organisé.	Nombre de communiqués de presse, événements et initiatives de communication plaidant en faveur de l'application des instruments du CSA (Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de	Mondial, régional et national	Événements et initiatives de communication (y compris communiqués de presse) + informations communiquées par les parties prenantes du CSA.	Secrétariat du CSA et autres parties prenantes	Une fois par an Rapport au CSA à chaque session plénière

	la sécurité alimentaire nationale, Cadre stratégique mondial, principes pour des investissements agricoles responsables, recommandations issues des tables rondes sur les politiques, terminologie, outils de cartographie, etc.). Cible:				

V. GANTT CHART: PRIORITIZATION OF WORKSTREAMS

TEXT TO BE INSERTED

NOT FOR TRANSLATION

VI. BUDGET

Budget ordinaire	Donateurs/ Sources de financement	Budget (dollars USD)			
		2012	2013[7]	Total 2012-2013	Déficit de financement
Personnel et appui technique	Budgets ordinaires FAO/PAM/FIDA	1 200000	1 200 000	2 400 000	À déterminer
Publications	Budgets ordinaires FAO/PAM/FIDA	300 000	300 000	600 000	À déterminer
Interprétation	Budgets ordinaires FAO/PAM/FIDA	275 000	275 000	550 000	À déterminer
Appui à l'engagement du CSA dans des initiatives régionales/mondiales	Budgets ordinaires FAO/PAM/FIDA	75 000	75 000	150 000	À déterminer
Invités nationaux et régionaux aux sessions du CSA (trente-huitième, trente-neuvième et quarantième)	Budgets ordinaires FAO/PAM/FIDA	65 000	65 000	130 000	À déterminer
Autres (à déterminer)	Budgets ordinaires FAO/PAM/FIDA	60 000	60 000	120 000	À déterminer
Sous-total budget ordinaire		1 975 000	1 975 000	3 950 000	À déterminer

[7] Sous réserve d'augmentations de coûts liées à l'inflation et de la décision attendue sur les modalités du Secrétariat du CSA.

Contributions volontaires au financement des cycles d'activité	Donateurs/ Sources de financement	Budget (dollars USD)			
		2012	2013	Total	Déficit de financement
1. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale	UE	262 000	0	262 000	0
2. Principes pour des investissements agricoles responsables - estimation: 2 millions sur la période 2013/2014	À déterminer	0	1 000 000	1 000 000	1 000 000
3. Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition	UE, Brésil	383 000	0	383 000	0
4. Appui à la réalisation des rapports du Groupe d'experts de haut niveau demandés par le CSA pour alimenter les débats de politique générale	Fonds d'affectation spéciale du Groupe d'experts de haut niveau	815 000	815 000	1 630 000	400 000
5. La sécurité alimentaire et la sous-alimentation dans les situations de crise prolongée: Forum d'experts de haut niveau et programme d'action	UE, autres fonds d'affectation spéciale	263 000	À déterminer	263 000	À déterminer
6. Sécurité alimentaire et nutrition: Document sur les options terminologiques	Fonds d'affectation spéciale	15 000	À déterminer	15 000	À déterminer
7. Cartographie des activités liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition au niveau des pays	FAO, Fonds d'affectation spéciale	170 000	À déterminer	170 000	À déterminer
8. Communication	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
Sous-total Cycles d'activités					

Mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition (CSM)	Donateurs/Sources de financement	Budget (dollars USD)			
		2012	2013	Total	Déficit de financement
Appui aux activités CSM	UE, Brésil	1 000 000	1 500 000	2 500 000	1 500 000
Sous-total CSM		1 000 000	1 500 000	2 500 000	1 500 000

VII. SUIVI ET ÉVALUATION

25. Les activités de suivi et d'évaluation du CSA seront mieux définies avec le Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi (Réf. CFS 2012/39/11). Elles porteront notamment sur les modalités de mesure de la réussite de la réforme du CSA. Il a été proposé d'évaluer le succès des activités du CSA une fois tous les deux exercices biennaux, sur la base des indicateurs de résultats et des résultats des activités du CSA. Le rapport d'évaluation serait présenté à la session du CSA clôturant la période de quatre ans et ses recommandations seraient utilisées pour mettre à jour et éventuellement reformuler le Programme de travail pluriannuel et les cycles d'activités qui en découlent.

Annexe 1: Note d'orientation sur la sélection et la hiérarchisation des cycles d'activités du CSA

A. Hiérarchisation des cycles d'activités du CSA déjà acceptés

26. Les priorités ont été déterminées par le Groupe de travail à composition non limitée. Pour chaque cycle d'activités principal, le degré d'urgence et de priorité, les exigences des parties prenantes concernées en termes de temps, et un calendrier de mise en œuvre ont été déterminés à titre provisoire. Un diagramme de Gantt (Annexe/Section XX) a été établi sur cette base. Ce diagramme présente les étapes de chaque cycle d'activités accepté sur une ligne de temps et indique, par un code de couleurs, le degré de priorité de la mise en œuvre et le volume de travail que cela implique pour le Bureau et le Secrétariat du CSA. Le diagramme de Gantt est intégré au Programme de travail pluriannuel et il sera mis à jour en cas de changements dans la planification des cycles d'activités.

B. Sélection en connaissance de cause des cycles d'activités futurs du CSA

27. Durant les sessions plénières du CSA, il est possible d'identifier des cycles d'activités potentiels importants pour le futur, qui sont ceux pour lesquels de nombreux membres ou participants manifestent un intérêt. Les résultats d'autres réunions internationales (par exemple, Conférences régionales de la FAO, autres réunions des Nations Unies...) doivent recevoir l'attention voulue dans les débats des sessions plénières du CSA, et/ou le thème doit avoir été identifié par le Groupe d'experts de haut niveau comme un nouveau problème auquel doit s'attaquer le CSA.

28. La plénière du CSA décide d'engager de nouveaux cycles d'activités importants, sur la base de critères convenus. Critères proposés pour le choix des cycles d'activités:

a) Consensus, entre les membres du Comité, sur le fait que la question doit être traitée dans le cadre du CSA.
b) Le CSA est le mieux placé pour exécuter le cycle d'activités proposé, compte tenu de son mandat et de son avantage comparatif.
c) Le cycle d'activités proposé contribue, par un ou plusieurs de ses trois résultats, à la réalisation de l'objectif général du CSA.
d) Le cycle d'activités proposé n'a pas été exécuté auparavant, ou n'est pas mis en œuvre simultanément par d'autres acteurs ayant des mandats comparables. La convergence avec d'autres cadres existants est assurée et les doubles emplois sont évités.
e) On dispose de suffisamment de temps, de ressources et de connaissances préalables pour mettre en œuvre le cycle d'activités proposé.

29. Si un cycle d'activités proposé remplit tous les critères ci-dessus, la plénière du CSA peut l'accepter. Si plusieurs cycles d'activités satisfont aux critères, le critère e) pourra être utilisé pour les départager en fonction des priorités. La plénière du CSA prend la décision finale, par consensus. S'il le juge nécessaire, le Bureau du CSA peut décider de lancer un cycle d'activités (voir plus loin) et le présenter au Comité, à sa prochaine session plénière.

C. Intégration de nouveaux cycles d'activités dans le Programme de travail pluriannuel du CSA

30. Sur la base des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition et du modèle d'investissement agricole responsable, un processus en deux étapes est proposé pour intégrer un nouveau cycle d'activités au Programme de travail pluriannuel du CSA:

- Étape 1: s'il remplit tous les critères de sélection, le cycle d'activités est proposé à la session plénière de l'année A du CSA, pour approbation. Si la plénière décide de lancer ce cycle d'activités, on définit durant l'année A+1 le cadre de référence du cycle, qui décrit sa portée, la feuille de route avec un calendrier et des jalons, les produits escomptés et les activités

connexes avec des indicateurs (suivant le modèle du cadre axé sur les résultats), les responsabilités de la mise en œuvre et du suivi et le budget prévu (sources de financement et coûts prévisionnels). Un modèle sera établi pour plus de commodité. Les éventuels coûts accessoires liés à l'élaboration des cadres de référence durant l'année A+1 (réunions, consultations...) sont financés, dans la mesure du possible, sur le budget du CSA.

- Étape 2: Les cadres de référence sont présentés au CSA, à sa session plénière de l'année A+1, pour approbation. Une fois approuvé, le cycle d'activités est intégré au Programme de travail annuel du CSA, avec les sources de financement/ressources; ensuite il est mis en œuvre et fait l'objet d'un suivi.

31. Les deux étapes peuvent être fusionnées si le Bureau du CSA décide que le cycle d'activités proposé doit être mis en œuvre rapidement, ou si sa portée limitée ne justifie pas un processus de préparation d'un an. Un cadre de référence succinct du nouveau cycle d'activités, comprenant les éléments décrits plus haut, doit être préparé et présenté au Bureau au cours de l'année A pour qu'il prenne une décision concernant son lancement. Il est également présenté à la session plénière suivante. Une fois approuvé, le cycle d'activités est intégré au Programme de travail annuel du CSA, puis il est mis en œuvre et fait l'objet d'un suivi.

D. Cycles d'activités proposés pour 2013

32. Les cycles d'activités proposés pour 2013 sont les suivants:

- Débats de politique générale fondés sur les études du Groupe d'experts de haut niveau (Obstacles à l'investissement agricole des petits exploitants et Biocarburants et sécurité alimentaire) (thèmes convenus à la trente-septième session du CSA).
- Principes pour des investissements agricoles responsables étape 2 (à décider à la trente-neuvième session du CSA).
- Élaboration d'un Programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays en situation de crise prolongée (à décider à la trente-neuvième session du CSA).
- Document relatif aux options terminologiques concernant la sécurité alimentaire et la nutrition (suivi si nécessaire, à décider à la trente-neuvième session du CSA).
- Cartographie des actions en faveur de la sécurité alimentaire, au niveau des pays (en cours, principalement au sein de l'équipe spéciale).

33. Autres activités à mettre en œuvre: suivi et établissement de rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de politique passées, mise à jour du Programme de travail pluriannuel et du Cadre stratégique mondial, conformément aux recommandations de la trente-neuvième session du CSA, communication et préparation de la session plénière.

34. Compte tenu du volume de travail actuel et du temps et des moyens limités du Secrétariat, du Bureau et du Groupe consultatif du CSA, il est recommandé de ne pas entreprendre de nouveau cycle d'activités important avant la quarantième session du CSA (octobre 2013). La trente-neuvième session plénière doit toutefois prendre une décision concernant les thèmes des études du Groupe d'experts de haut niveau pour 2014, en tenant compte des contraintes de temps.